

par PIERRE RIGOULOT

Glissements et dérapages

L'ANNÉE 2006 A PLACÉ L'AMÉRIQUE LATINE sous les projecteurs de l'actualité. Une dizaine de pays ont connu des élections présidentielles. Les journalistes ont déduit des résultats un glissement de la région à gauche. Mais les spécialistes, les connaisseurs, ont nuancé leurs propos, distinguant les progrès d'une gauche socialiste, d'une sensibilité indigéniste et d'un mouvement populiste. Ils notent aussi l'affirmation de tendances nationalistes peu compatibles, selon nos schémas européens, avec l'idéologie progressiste ainsi qu'une meilleure situation économique globale et un respect marqué – dans l'ensemble – des procédures démocratiques: ni coups d'État ni tensions entre les différents États – à l'exception des relations entre la Colombie et le Venezuela – ne sont venus obscurcir le ciel latino-américain.

L'Amérique latine s'ouvre aussi au monde, pas seulement par l'accroissement de son commerce extérieur mais par la présence de nouveaux partenaires comme la Chine, par l'évolution de la problématique des rapports avec le grand voisin nord-américain, que l'imaginaire politique perçoit en recul, sur place, moins pesant politiquement et idéologiquement grâce à des identités nationales mieux affirmées, par l'intérêt enfin que manifeste une gauche européenne – surtout son aile radicale – pour le renouveau en cours du personnel politique, des pratiques politiques et des idéologies.

Ces dernières sont-elles tout à fait nouvelles, d'ailleurs? Le respect manifesté au vieux chef cubain mourant, Fidel Castro, l'attention portée à sa personne comme l'aide économique qui est fournie à son île peuvent en faire douter. Sans doute, n'est-ce plus à l'homme qui se référait au marxisme-léninisme, au fondateur du parti communiste cubain, que ce soutien est apporté mais bien davantage au tenant d'une indépendance et d'un nationalisme rigoureux et à l'adversaire inconditionnel de l'impérialisme. Ce soutien en dit long aussi sur l'absence de réflexion politique et historique menée par une partie de l'opinion publique latino-américaine et par ses leaders les plus radicaux: l'expérience

cubaine de rupture brutale avec l'ordre économique capitaliste, d'étatisation des moyens de production, d'abandon des procédures formelles de la démocratie parlementaire n'a pas abouti à autre chose qu'à une catastrophe. Bien que portée à bout de bras par l'Union soviétique, l'île n'échappait aux pénuries. Depuis sa disparition, sa population souffre plus encore et c'est seulement à condition d'oublier les conditions de vie faites aux Cubains, leurs moyens de transport, leurs logements, les difficultés d'approvisionnement en biens de consommation, leur manque de liberté, la fermeture de leurs dirigeants à la modernité que l'on peut rêver d'un monde attrayant et performant en imitant ou même simplement en respectant cette voie-là.

Croire que l'Amérique latine est sur la bonne voie parce que les gringos sont accusés de tous les maux, que leurs intérêts sont menacés, qu'un chef adulé flatte les aspirations de la population et qu'il rende visite à tout ce qu'a de pire le monde politique de notre planète –du Biélorusse Lukachenko à l'Iranien Amaninedjad– ressortit à une pensée superficielle et aigrie. Heureusement, répétons-le –et les analyses que nous présentons ici le confirment: la situation de l'Amérique latine est diverse et même dans les pays qui se veulent les plus radicaux, comme la Bolivie ou le Venezuela, tout n'est pas joué. Il n'empêche que les mesures économiques propres au socialisme de type étatique, comme les files d'attente devant les consulats pour obtenir un visa et refaire sa vie ailleurs, rappellent de bien mauvais souvenirs.